

cole brut, il constatera que la production agricole n'a pas diminué. Au contraire, elle a augmenté. Sauf erreur, le revenu général des cultivateurs n'a jamais été aussi élevé qu'en 1950-1951. Si la récolte d'automne est bonne, il est probable que le revenu agricole sera encore plus considérable en 1952.

M. Quelch: J'admets que la production agricole a été élevée et que, avant l'épidémie de fièvre aphteuse, les prix étaient assez satisfaisants en général. Mais passer de l'élevage des bestiaux à la culture des céréales, ce n'est pas aussi simple que certaines autres choses dont le ministre a parlé. Il est facile de passer de la culture du blé à celle de l'avoine, ou de la culture de l'avoine à celle de l'orge, mais l'élevage des bestiaux est une affaire de longue haleine. On ne transforme pas du jour au lendemain des pâturages en cultures. Nous espérons qu'avant longtemps la fièvre aphteuse aura disparu et qu'alors les marchés américains nous seront sans doute de nouveau accessibles et nous pourrions expédier notre bétail vers les États-Unis.

Le très hon. M. Howe: Je tiens à rectifier une observation de mon honorable ami. Je n'ai pas dit que les cultivateurs devraient élever moins de bestiaux. J'ai dit que ce n'est pas une bonne année pour accroître l'élevage des bestiaux.

M. Quelch: Mais je crois que le Gouvernement devrait songer à trouver le moyen d'écouler cette production excédentaire. Si, au lieu de formuler des déclarations comme celle du ministre de l'Agriculture, dont j'ai donné lecture, le Gouvernement disait aux cultivateurs qu'il existe une grave pénurie d'aliments dans le monde, que beaucoup de pays comptent des millions d'habitants menacés de famine; que par l'intermédiaire des Nations Unies, il s'est engagé à faire tout en son pouvoir pour maintenir la production au niveau le plus élevé possible et que, par conséquent, il veut que les cultivateurs augmentent leur production autant que possible, je suis convaincu que la production des bestiaux seraient fortement augmentée. On ne peut toutefois s'attendre que le cultivateur agisse ainsi sans avoir quelque assurance que la production accrue ne servira pas de prétexte à une baisse forcée des prix. On nous dit souvent que c'est la loi de l'offre et de la demande qui est suprême, mais ce n'est pas en invoquant ce principe qu'on accroîtra la production agricole. Cependant, si les cultivateurs étaient convaincus que le Gouvernement a effectivement mis sur pied un programme de distribution des excédents

parmi les nations dans le besoin, soit en Europe soit en Asie, je suis certain que la production augmenterait énormément.

Je ne veux pas m'en prendre au ministre personnellement, car je le respecte beaucoup. Il s'est remarquablement acquitté de la tâche qui consiste à trouver des débouchés pour notre blé, au cours des années difficiles que nous venons de traverser.

Le très hon. M. Howe: Mon ami m'a demandé pourquoi nous n'avons pas agi comme les États-Unis. Je ne veux pas qu'on affirme que nous avons été moins généreux que les États-Unis. Nous avons donné directement ou prêté plus de trois milliards à nos clients au cours des sept ou huit dernières années, afin de leur venir en aide, et je suis loin de dire que nous nous en tiendrons là. J'ai toutefois déclaré que nous avons réussi à placer nos excédents.

Mon honorable ami dit que nous pourrions produire plus de bétail. Il ne faut cependant pas oublier que nous vivons en un pays froid. Règle générale, le bétail doit passer l'hiver à l'abri et il faut établir des réserves de céréales afin de le nourrir. Nous devons soutenir au Royaume-Uni la concurrence de l'Argentine, pays au climat doux où les bovillons n'ont de toit au-dessus de leur tête que le jour où ils entrent à l'abattoir pour être abattus. Les animaux d'engrais sont élevés dans le sud. On les ramène ensuite à pied dans la luxuriante vallée de la Plata où ils se nourrissent de luzerne. Ils sont engraisés et menés à l'abattoir d'où on expédie le bœuf en Angleterre. Les choses se passent à peu près de la même façon en Nouvelle-Zélande où les bestiaux ne sont jamais logés dans des étables. Il en va de même en Australie bien que, malheureusement, la sécheresse sévissait dans une grande partie de ce pays et y rende l'élevage plus risqué qu'en Argentine ou en Nouvelle-Zélande.

Quoi qu'il en soit, les éleveurs canadiens qui cherchent à approvisionner la Grande-Bretagne doivent soutenir la concurrence de pays où l'élevage peut se faire à beaucoup moins de frais, comme en témoigne le fait que la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'on a pu le constater dans la transaction que nous avons conclue, vend du bœuf congelé, sous le régime de son contrat avec la Grande-Bretagne, au prix de 14c. la livre, livré à bord des navires. Au Canada, le prix correspondant serait de 48c. la livre.

Une voix: Pourquoi?

Le très hon. M. Howe: Parce que nous garantissons au producteur un prix de \$26 pour les animaux vivants.

Une voix: Le prix est de \$25 à Toronto.